

*La **Société civile des auteurs multimedia** rassemble réalisateurs, auteurs d'entretiens et de commentaires, écrivains, traducteurs, journalistes, vidéastes, photographes et dessinateurs. Ces créateurs font la richesse documentaire de la radiophonie, de l'audiovisuel et des nouveaux médias. La Scam les représente auprès du législateur, des producteurs et des diffuseurs. Elle discute, collecte et répartit leurs droits patrimoniaux, affirme leur droit moral et négocie leurs intérêts futurs. La Scam est au 5, avenue Vélasquez. F-75008 Paris. Téléphone **01 56 69 58 58** Fax 01 56 69 58 59 www.scam.fr

Scam*

Communiqué

Paris, le 21 mai 2008

Financement de la télévision publique : **C'est tout ?!**

La commission pour la nouvelle télévision publique aborde ENFIN le nerf de la guerre : le financement de France Télévisions.

Pour compenser à la fois les pertes de ressources et financer le développement de France Télévisions, la commission entend proposer une modulation des recettes futures entre une augmentation de la redevance et la création de nouvelles taxes.

S'il faut reconnaître quelques bonnes idées proposées par cette commission (l'indexation de la redevance sur l'inflation et l'élargissement de son assiette notamment), celles-ci sont néanmoins annihilées tant les sommes qu'elle avance pour permettre à France Télévisions de remplir ses missions et devenir un *global media* sont non seulement dérisoires, mais scandaleuses au regard des enjeux de civilisation qu'elle porte.

Suite à l'annonce élyséenne en janvier dernier, la Scam, se félicitant à l'idée de libérer le service public audiovisuel de la publicité, avait annoncé dans son communiqué du 18 janvier : « Toute réforme qui ne générerait pas plus d'un milliard d'euros sera considérée par la Scam comme une volonté de détruire le service public. »

Ainsi donc, après l'éducation nationale et la santé publique, **France Télévisions rejoint le cortège funéraire des services publics sacrifiés sur l'autel de la seule rentabilité économique.**

Si le rapport final qui sera rendu au président de la République fin juin ne propose pas des ressources supplémentaires pour France Télévisions (notamment une hausse significative de la redevance et une participation plus importante des opérateurs de téléphonie...) cela signifiera que l'Etat abandonne l'audiovisuel aux mains du marché et renonce à la dimension culturelle et sociale de la télévision.